

Libération 4 juillet 2023

## Sur la police, Eric Ciotti un cran au-dessus du Rassemblement national

Mort de Nahel, tué par un tir policier à Nanterre

Soutien sans faille de l'institution et des policiers, le patron du parti Les Républicains n'entend pas perdre du terrain face à Marine Le Pen. Quitte, sur le plan judiciaire, à aller plus loin que l'extrême droite.



Le président de LR, Eric Ciotti, le 17 juin 2023 à Paris. (Ludovic Marin/AFP)

par [Victor Boiteau](#)

«Nos policiers et nos gendarmes ont tenu la République face aux barbares.» [Six jours après la mort de Nahel](#) à Nanterre et une nouvelle nuit de tensions, [plus calme que les précédentes](#), le patron du parti Les Républicains, Eric Ciotti, n'entend pas redescendre dans la surenchère verbale. Invité lundi 3 juillet de LCI, le député des Alpes-Maritimes a réaffirmé son soutien sans ambages aux forces de l'ordre. Face aux dégradations, incendies et pillages commis dans plusieurs villes de France, Ciotti et ses troupes ne veulent pas se laisser déborder par l'extrême droite sur le créneau de l'ordre public. «*Ils se sont attaqués à*

*la République*», a ainsi tancé le chef du parti, en parlant des émeutiers, principalement des jeunes mineurs, parfois même des «*enfants [...] de 12-13 ans*», a précisé lundi le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, lors d'un déplacement à Reims.

Rivalisant avec Marine Le Pen, jusqu'ici discrète, occupée à soigner sa prise de hauteur régalienne, Ciotti s'affiche dès qu'il le peut avec des policiers et des gendarmes en service. A L'Haÿ-les-Roses, jeudi 29 juin puis lundi 3 juillet, au côté de Vincent Jeanbrun, le maire LR de la ville qui a été victime dans la nuit de samedi à dimanche 2 juillet d'une attaque visant son domicile, à Neuilly-sur-Marne ou dans le quartier niçois des Moulins... Le patron de LR double son escalade sécuritaire – son terrain de prédilection – d'une séquence de communication bien huilée.

## Escalade sécuritaire

Après avoir abattu la carte sécuritaire, en réclamant, deux jours après le drame, et de concert avec Eric Zemmour, le déclenchement de l'état d'urgence, la droite investit maintenant le champ judiciaire. Et cogne fort, plus fort même que l'extrême droite. Dimanche, Ciotti a ainsi sorti de son chapeau la déchéance de nationalité pour les personnes mises en cause dans les violences urbaines. «*La République doit envoyer des messages, s'est-il justifié le lendemain. Quand on attaque une mairie ou une école et qu'on a une double nationalité, il faut en payer le prix.*» Expulsion des délinquants étrangers et déchéance pour les binationaux... Voilà Marine Le Pen – qui prône uniquement la première mesure – doublée sur sa droite. «*On n'est pas dans la surenchère*», répond-on dans l'entourage de l'ex-candidate à la présidentielle.

Autre mesure ressortie par LR : le retour des peines planchers. «*La réponse pénale n'est plus adaptée à l'augmentation de la violence*», a argué Ciotti. Mises en place en 2007 par Nicolas Sarkozy avant d'être supprimées par le gouvernement de Manuel Valls, ces peines minimales pour les personnes en situation de récidive sont régulièrement agitées par la droite. Alors qu'Emmanuel Macron a appelé les parents à «*la responsabilité*» vis-à-vis de leurs enfants, Ciotti a également recyclé une autre vieille idée, la suppression des allocations aux familles incriminées. En 2010, cette coupe concernait l'absentéisme scolaire ; le député niçois veut désormais sucrer les allocations aux parents dont les enfants ont été interpellés. La droite et le Rassemblement national se retrouvent également pour réclamer la suppression de l'excuse de minorité et l'abaissement de la majorité pénale à 16 ans.

## «Sortir d'une forme d'angélisme»

Toujours prompt à bomber le torse face à l'exécutif, le patron de la droite compte sur l'examen du projet de loi de programmation de la justice pour faire entendre sa voix. A l'Assemblée, où le texte est débattu depuis ce lundi 3 juillet, le groupe LR défendra des amendements pour porter le nombre de places de prison à 80 000 d'ici à 2027. Le député des Alpes-Maritimes a prévenu qu'il conditionnera son vote à «*cette réponse pénale*», appelant le gouvernement à «*sortir d'une forme d'angélisme*». Quant à l'évolution de l'institution policière, et notamment de la loi de 2017 sur l'usage des armes à feu, Ciotti ne veut pas en entendre parler. «*Il peut y avoir des problèmes. Mais ils sont traités et sanctionnés*, a-t-il déclaré dimanche. *Rien n'est passé à un policier.*»